



Candidat :

Jean Lassalle

Parti :

Résistons !



Quelles mesures proposez-vous pour lutter contre la précarité en Europe ?

Réduire la précarité en Europe nous impose de créer une société plus juste et plus égalitaire. Je propose des mesures visant à améliorer le pouvoir d'achat des ménages, à créer des emplois et à renforcer la cohésion sociale. Parmi elles, une augmentation du Smic de 25 %, une baisse de la TVA sur les énergies, une diminution des charges sociales de 10 % pour les entreprises, un plan d'investissement massif dans les infrastructures (100 milliards d'euros notamment dans les transports, l'énergie et les nouvelles technologies) pour créer des emplois et relancer l'économie. Enfin, pour renforcer la cohésion sociale, il est essentiel de promouvoir l'emploi local et le développement des territoires, permettant ainsi aux gens de vivre et de travailler dans leur région.

Comment comptez-vous financer ces mesures ?

La première source de financement consiste à accroître les impôts sur le revenu des plus fortunés, notamment en relevant le taux marginal d'imposition de 45 % à 50 % pour les revenus dépassant 1 million d'euros. Parallèlement, je propose d'augmenter les taux d'imposition des sociétés en supprimant les niches fiscales dont bénéficient les entreprises les plus riches. Une autre mesure consiste à réduire les dépenses publiques en rationalisant les structures de l'État (suppression des doublons et des inefficacités, amélioration de la gestion des achats publics, etc.). Je suggère enfin la création d'une nouvelle taxe, appelée « taxe de solidarité », qui serait prélevée sur les transactions financières. Un prélèvement de 0,01 % sur l'ensemble de ces transactions pourrait générer environ 10 milliards d'euros par an.

Les pays de l'UE visent un objectif de « zéro personne à la rue en 2030 ». Qu'en pensez-vous ?

L'objectif de « zéro personne à la rue en 2030 » est louable, mais sa concrétisation repose sur une triple nécessité : nécessité de trouver des solutions durables pour lutter contre la pauvreté et la précarité, nécessité de mobiliser des ressources financières importantes et nécessité de coordonner les efforts des États membres de l'Union européenne. Ayant toujours vécu à la campagne, je porte en moi les valeurs rurales et l'identité paysanne. Ces enseignements m'ont inculqué la dureté de la vie, le pragmatisme, et surtout, le principe fondamental qui guide notre action politique : la solidarité. À cet égard, nous, en tant que représentants de la ruralité, sommes les mieux positionnés pour faire de cet objectif une réalité.



Candidat :

Nicolas
Dupont-Aignan

Parti :

Debout la France
(DLF)

Quelles mesures proposez-vous pour lutter contre la précarité en Europe ?

Les promesses de l'Union européenne en matière de lutte contre la pauvreté n'ont pas été tenues. D'après Eurostat, le taux des personnes pauvres ou en risque de pauvreté atteint, en 2022, 20 à 25 % en France, soit une personne sur cinq !

Ce constat prouve qu'une véritable politique de lutte contre la précarité ne peut se faire qu'à l'échelon national. Or, l'Union européenne, par sa philosophie ultralibérale de mise en concurrence de pays aux niveaux social et fiscal différents (le Smic est par exemple de 399 € brut/mois en Bulgarie !), entraîne un nivellement par le bas responsable de la paupérisation des pays membres.

Une fois cette souveraineté nationale retrouvée, je propose l'augmentation des salaires par la réduction des cotisations salariales, la réindexation des retraites sur l'inflation, l'instauration d'une TVA 0 % sur les produits de première nécessité (produits d'hygiène, fruits et légumes, œufs, poisson, viande...), la création dans chaque commune ou arrondissement d'une épicerie sociale et solidaire (à l'image de celle que j'ai créée à Yerres lorsque j'en étais le Maire), une augmentation significative des crédits d'État accordés aux Restos du cœur qui ont une mission de service public, la relance de la politique du logement, la création d'un million d'emplois par la relocalisation de notre appareil industriel...

Comment comptez-vous financer ces mesures ?

Mon dernier livre *Où va le pognon ?*, détaille les différentes pistes d'économies possibles par la lutte contre les gaspillages d'argent public (autoroutes, dette, énergies pseudo-renouvelables, contribution nette au budget de l'Union européenne...) et les fraudes (notamment cartes Vitale, TVA, évasion fiscale...). J'ai ainsi estimé à 100 milliards d'euros par an (estimation basse) l'argent qu'il serait possible de récupérer, en France, pour rebâtir le pays et mettre en œuvre les mesures que je propose.

Les pays de l'UE visent un objectif de « zéro personne à la rue en 2030 ». Qu'en pensez-vous ?

Comment croire à une telle promesse, dès lors que les objectifs pour 2010 et 2020 en matière de pauvreté n'ont jamais été atteints ? Je rappelle que l'Union européenne n'est pas la solution, mais la première responsable de l'explosion de la précarité en Europe, car « on ne peut pas résoudre un problème avec le même mode de pensée que celui qui a généré le problème ».



Candidat :

Florian Philippot

Parti :

Les Patriotes



Quelles mesures proposez-vous pour lutter contre la précarité en Europe ?

Permettez-moi d'abord de circonscrire cette question à la France, tant notre pays se précarise à vitesse grand V, notamment sous l'effet des politiques européennes. Je distinguerais donc deux types de réponse, toutes deux liées à l'Union européenne :

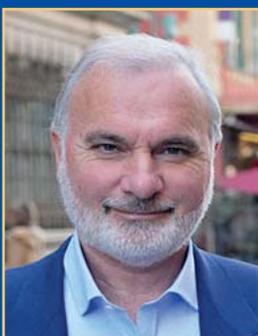
- une réponse immédiate, en agissant sur l'inflation qui touche les prix de l'énergie et de la nourriture. Sur l'énergie, en sortant la France du marché européen de l'électricité, afin d'obtenir une baisse durable du prix de l'électricité dont la méthode de calcul actuelle nuit gravement aux intérêts français. Sur l'alimentaire, en levant les sanctions stupides et contre-productives qui frappent la Russie et en activant des mécanismes de blocage des prix sur les produits de première nécessité ;
- une réponse structurelle et globale, en quittant l'Union européenne afin de retrouver tous les leviers de notre politique économique, et pouvoir ainsi réindustrialiser la France et renouer avec la croissance. Au-delà des actions sociales nécessaires et urgentes, seule la création de richesse permettra, à terme, de réduire à néant la précarité.

Comment comptez-vous financer ces mesures ?

Comme vous le voyez, ces mesures ne coûtent rien. Il ne s'agit pas de distribuer des chèques pour corriger les effets de politiques inadaptées et mal pensées, mais de changer les règles. Quitter l'Union européenne rapportera immédiatement à la France plusieurs dizaines de milliards d'euros par an, soit la différence entre ce que notre pays verse au budget de l'UE et ce qu'il reçoit en retour. Potentiellement, une partie de cette manne budgétaire pourra être consacrée à la lutte contre la précarité (particulièrement pour financer les aides au logement). D'autre part, le surcroît de compétitivité apporté par le retour à une monnaie nationale, un prix de l'électricité moins cher et des règles économiques favorisant la production en France devrait générer une croissance puissante, avec tous les effets positifs que l'on peut naturellement attendre en termes de création de richesse et surtout de répartition de celle-ci.

Les pays de l'UE visent un objectif de « zéro personne à la rue en 2030 ». Qu'en pensez-vous ?

C'est un mensonge de plus, si caractéristique de ce qu'est l'Union européenne, qui n'a tenu aucune des promesses que ses promoteurs nous ont vendues : ni la paix (c'est le moins que l'on puisse dire aujourd'hui avec le financement de la guerre en Ukraine), ni la prospérité (le thème de votre entretien en est la plus cruelle démonstration), ni les « valeurs démocratiques » (sauvagement piétinées par les projets de société de surveillance portés à Bruxelles tels que le « portefeuille européen d'identité numérique », et de censure des réseaux sociaux). En outre, cette promesse du « zéro personne à la rue en 2030 » fait écho à la promesse d'Emmanuel Macron lors de la campagne présidentielle de 2017, et dont on a vu comment elle s'est terminée : en eau de boudin. Je crois donc qu'il faut se garder de promesses tonitruantes en s'attachant d'abord à ce que notre pays, par des politiques nationales nouvelles, ne crée plus les conditions d'une aggravation de la pauvreté et de la précarité en général, mais au contraire, renoue avec le progrès et la prospérité.



Candidat :

**Jean-Marc
Governatori**

Parti :

**Écologie au centre
(EAC)**

Quelles mesures proposez-vous pour lutter contre la précarité en Europe ?

Je note que depuis des décennies les différents gouvernants européens ont promis avant leur élection de résoudre le problème et que, comme dans d'autres domaines, le résultat a été absent. Résoudre un problème requiert de bien le poser : confondre précarité et extrême pauvreté induit en erreur. Par exemple, les contrats qualifiés de précaires tels que les CDD, les contrats à temps partiel, l'Intérim sont des outils très efficaces pour contribuer à résoudre la problématique de l'extrême pauvreté produite par le non-emploi. J'ai démontré dans mes livres sur le plein-emploi que cesser de condamner ce type de contrat conduit au plein-emploi. D'une façon générale, tant que le logiciel de notre société sera guidé par l'idéologie, mais aussi par la compétition à outrance, le consumérisme, l'irresponsabilité généralisée et le productivisme, les problèmes de grande pauvreté se perpétueront. Les écologistes centristes proposent donc de bâtir une société coopérative, écologiste, responsabilisante et paysanne. Par exemple, développer les systèmes d'échanges locaux, qui sont des processus par lesquels les membres d'un immeuble ou d'un quartier prennent l'habitude d'échanger leurs biens, leurs compétences ou leur temps, est une belle étape d'une société coopérative. De même, faire de l'économie circulaire l'économie reine produit des liens sociaux, des emplois et du pouvoir d'achat puisque recycler et réparer sont des actes magiques dans une société évoluée. J'ai démontré que le non-emploi est plus coûteux pour la collectivité que le plein-emploi : en effet, la personne au chômage ou pire, la personne sans domicile fixe est plus souvent malade, par conséquent plus coûteuse de ce point de vue là, mais aussi contribue moins au budget de l'État que celui qui travaille. La TVA est la 1^{re} ressource budgétaire et évidemment la situation de chômeur ou de sans domicile fixe implique une moindre consommation.



Selon l'Insee, 86 % des personnes SDF ont vécu dans leur enfance au moins un événement douloureux comme une maladie ou le décès prématuré d'un proche. Dans ce registre, pratiquer enfin une politique de santé en Europe qui repose essentiellement sur l'éducation à la santé et la réduction des pollutions, au lieu de mettre le paquet sur l'espoir de guérir qui est aussi aléatoire que coûteux, limitera des problèmes aux conséquences graves autant que le passage d'une vie normale à une vie sans abri. La meilleure politique sociale, c'est l'emploi ; et le plein-emploi est le fruit de l'agriculture + la rénovation énergétique + la paysannerie + l'économie circulaire + les énergies renouvelables.

Comment comptez-vous financer ces mesures ?

La question est très intéressante parce que, conventionnellement, on croit que les solutions ont un coût financier alors qu'au contraire, elles limitent les déficits comme expliqué ci-dessus.

Les pays de l'UE visent un objectif de « zéro personne à la rue en 2030 ». Qu'en pensez-vous ?

Cette promesse date du siècle dernier et, sans changement de logiciel sociétal, c'est l'échec assuré.



Candidat :

Marion Maréchal

Parti :

Reconquête !



Quelles mesures proposez-vous pour lutter contre la précarité en Europe ?

Permettez-moi de poser un diagnostic lucide sur un grand paradoxe français : alors que notre pays est le seul à consacrer autant d'argent public aux politiques de solidarité, que 33 % de notre PIB est capté par la dépense sociale, soit 12 350 euros par habitant et par an, nous assistons concomitamment à un phénomène très inquiétant d'appauvrissement des classes moyennes.

Devant cette situation, tous les politiciens cèdent à la démagogie et excellent dans « le concours Lépine » du chèque, ou de la ristourne. Pour ma part, je considère que c'est l'État qui appauvrit les Français en leur prélevant toujours plus d'impôts, toujours plus de taxes et toujours plus de contributions sociales. Alors que tous les partis promettent de rendre un peu d'argent aux Français, nous sommes les seuls à vouloir leur en prendre beaucoup moins.

Je considère que le meilleur antidote à la précarité, c'est la hausse du pouvoir d'achat obtenue grâce à la baisse massive des impôts et des taxes. Toutes les politiques de solidarité doivent tendre vers cet objectif : lutter contre la précarité par le retour à un emploi rémunérateur.

C'est pourquoi je propose de rapprocher substantiellement le salaire net du salaire brut. Aujourd'hui, un salarié payé 1 500 euros net après impôt coûte à son employeur 2 231 euros par mois, soit un différentiel abyssal de 731 €. C'est une véritable spoliation. Dès 2022, nous proposons déjà des baisses d'impôts pour un gain annuel de pouvoir d'achat pour les Français de 28 milliards d'euros, à travers la baisse de la CSG, la défiscalisation des primes de participation, la création d'une prime zéro charge ou encore la revalorisation des petites retraites jusqu'à 600 euros en plus par an.

Comment comptez-vous financer ces mesures ?

Notre modèle de protection sociale, le plus généreux au monde, est voué à la faillite s'il continue à s'ouvrir à tous les vents de l'immigration. Nous n'avons plus les moyens de rendre les immigrés extra-européens éligibles aux prestations sociales non contributives comme le RSA ou les aides pour le logement. Nous devons engager un véritable plan d'économies sur l'immigration légale et illégale en supprimant, par exemple, l'aide médicale d'État qui coûte 1,2 milliard d'euros par an et en menant une lutte impitoyable contre la fraude sociale qui explose avec un montant record détecté de plus de 1,5 milliard d'euros en 2022. L'économie annuelle réalisée, de l'ordre de 20 milliards d'euros, permettra de baisser massivement la CSG pour le pouvoir d'achat des travailleurs et des retraités modestes.

Les pays de l'UE visent un objectif de « zéro personne à la rue en 2030 ». Qu'en pensez-vous ?

La lutte contre la grande précarité doit s'adresser en priorité aux Français et aux Européens. « Un toit et un emploi pour les nôtres », telle doit être notre devise. À ce titre, je suis particulièrement inquiète quant aux conséquences, à moyen terme, de la pénurie de logements en France : 12 millions de Français éprouvent des difficultés pour se loger correctement, ce qui est considérable. Pour enrayer ce phénomène, je propose de relancer la construction et de réserver aux Français les plus modestes l'attribution des logements sociaux. Cela libérerait des milliers de places quand on sait que plus de 650 000 logements sociaux sont occupés par des étrangers (enquête de l'Insee 2013). Enfin, nous devons favoriser la mobilité dans le parc social en soutenant, par exemple, l'accession à la propriété ou la suppression des droits de mutation pour les primo-accédants.



Candidat :

Pèire Costa

Parti :

**Régions et peuples
solidaires (R&PS)**



Quelles mesures proposez-vous pour lutter contre la précarité en Europe ?

Avec 15 837 milliards d'euros de PIB en 2022, l'UE est la 2^e puissance économique du monde. La précarité touche cependant un Européen sur cinq, principalement les migrants, les jeunes, les femmes et globalement les personnes en situation de minorité. Le problème n'est donc pas la création de la richesse mais comment elle est partagée. La lutte contre la pauvreté et le chômage est une priorité pour R&PS. Les droits sociaux en Europe doivent être harmonisés par le haut. Nous proposons la création d'un salaire minimum européen, variable en fonction du coût de la vie dans chaque pays de l'UE ainsi qu'un socle européen d'assurance chômage et une sécurité sociale universelle pour garantir la santé de toutes et tous. L'égalité salariale entre les hommes et les femmes doit être inscrite dans le droit européen. Afin d'augmenter le pouvoir d'achat, la lutte contre la précarité énergétique sera amplifiée par un plan d'investissement massif dans la transition écologique et la rénovation des « passoires énergétiques ». Les moyens pour venir en aide aux demandeurs d'asile et aux migrants fuyant des zones de conflits et de guerres seront augmentés. Les migrants « économiques » et « climatiques » doivent aussi être accueillis dans des conditions comparables à celles des réfugiés politiques.

Comment comptez-vous financer ces mesures ?

Le budget européen, qui ne représente à peine qu'un 1 % de la richesse produite dans l'UE, est en régression et soumis aux aléas des États. Il doit être augmenté afin de développer la capacité d'intervention de l'UE. De façon effective, la totalité de la gestion des fonds européens sera transférée aux régions pour coller au plus près à la diversité des situations. L'autonomie fiscale de l'UE vis-à-vis des États doit être renforcée. Une taxe européenne sur les transactions financières sera instaurée. Une taxe sur les bénéficiaires sera adoptée, pour contraindre les multinationales exerçant sur le territoire de l'UE à payer leur juste contribution. Les cotisations sociales des travailleurs (maladie et retraite) seront appliquées en fonction du lieu de travail et non du pays d'origine, lorsque celles-ci sont moins favorables aux salariés. La politique de cohésion sera renforcée afin de réduire véritablement les disparités économiques, sociales et territoriales en Europe. La politique de cohésion sera définie à partir du plus petit niveau de la Nomenclature des Unités territoriales statistiques (NUTS), c'est-à-dire des NUTS 3 pour coller au plus près des réalités économiques de chaque territoire.

Les pays de l'UE visent un objectif de « zéro personne à la rue en 2030 ». Qu'en pensez-vous ?

Environ 700 000 personnes dorment dans la rue ou en hébergement d'urgence. Le problème est politique. L'UE peut agir. Le tout est de le vouloir réellement. Encore faudrait-il que le Parlement européen et la Commission, majoritairement de droite depuis plus de 20 ans, changent de couleur politique. Les élections européennes du 9 juin prochain seront donc déterminantes. Il n'y a pas de fatalité. La Finlande, par exemple, a réussi à diviser par trois le nombre de sans-abri en douze ans seulement grâce à un investissement dans le logement permanent et la (ré)insertion des SDF grâce à l'accompagnement par des travailleurs sociaux. L'accueil temporaire qui est fait, parfois dans des hôtels pour compenser le manque de place dans les services dédiés, est un pansement sur une jambe de bois. Ce choix est inefficace pour sortir durablement de la précarité et ça coûte cher à la collectivité.



Candidat :

Jordan Bardella

Parti :

**Rassemblement
national (RN)**

Quelles mesures proposez-vous pour lutter contre la précarité en Europe ?

Tout d'abord, il faut qu'au sein de l'Union européenne, les États puissent retrouver les marges de manœuvre pour lutter contre la précarité. Je ne veux plus que des commissaires européens non élus puissent imposer à la France une rigueur budgétaire qui nous empêche d'agir pour le bien-vivre des Français.

Lutter contre la précarité, c'est agir avant tout pour l'emploi. Les dirigeants français ont livré la France à la mondialisation sauvage et portent la lourde responsabilité des délocalisations, de la désindustrialisation de pans entiers de notre territoire et de la suppression d'emplois qualifiés et porteurs d'un savoir-faire français. Pour recréer de l'emploi de qualité et stable, il faut réengager notre pays sur la voie de la réindustrialisation et de l'innovation.

Lutter contre la précarité, c'est agir aussi pour le pouvoir d'achat. C'est, je le crois, la chute du pouvoir d'achat qui amplifie la précarité notamment alimentaire et énergétique. Baisse de la TVA de 20 à 5,5 % sur toutes les énergies, TVA zéro sur un panier de 100 produits de première nécessité alimentaires et hygiéniques, incitation des entreprises à augmenter les salaires de 10 % en contrepartie d'un gel de la hausse des charges patronales dues : nos mesures sont concrètes, ambitieuses et immédiatement applicables.

Au sein de l'Union européenne, nous dénoncerons aussi les règles absurdes du marché européen de l'électricité, y compris dans sa version récemment réformée, pour permettre à la France de recouvrer la maîtrise nationale de la fixation du prix de l'électricité, produite en France à un coût plus faible que

dans les autres pays européens. L'Espagne et le Portugal l'ont fait : les factures énergétiques ont diminué de 25 à 30 % !

Lutter contre la précarité, c'est aussi lutter contre le mal-logement. Nous lancerons un grand plan de construction de logements sociaux et 100 000 nouveaux logements étudiants publics, et assurerons la priorité nationale dans leur accès.

Enfin, l'action publique doit être tournée en priorité vers les personnes les plus fragiles : nos jeunes et nos aînés. Réindexer les retraites sur l'inflation et revenir sur l'injuste réforme de la retraite à 64 ans, c'est garantir un pouvoir d'achat respectueux d'une vie de travail. Instaurer un complément de revenu versé par l'État aux jeunes qui travaillent pendant leurs études, c'est agir concrètement pour ne plus jamais revoir notre jeunesse attendre des heures devant les banques alimentaires.

Comment comptez-vous financer ces mesures ?

La question que des millions de Français se posent, c'est : où passe notre argent ? La France est le pays européen qui détient tous les records en matière d'impôts et de taxes. Je refuse qu'il revienne encore aux Français de supporter le poids des mauvais choix du gouvernement.

Les soins gratuits pour les clandestins via l'aide médicale d'État coûtent annuellement 1,2 milliard d'euros. L'accueil des « mineurs » isolés étrangers, 2 milliards d'euros. La fraude sociale, 20 milliards d'euros au bas mot. La contribution française à l'Union européenne que la France ne perçoit pas en retour, 7 milliards d'euros. Nous financerons nos mesures en mettant un terme aux mauvaises dépenses de l'État.

Enfin, nous irons chercher les financements manquants sur les superprofits indus obtenus par des multinationales durant les crises sanitaires, énergétiques et diplomatiques. La mise en place d'une taxe sur les superprofits pourrait, à elle seule, financer la baisse de la TVA que nous voulons sur les produits énergétiques.

Les pays de l'UE visent un objectif de « zéro personne à la rue en 2030 ». Qu'en pensez-vous ?

Derrière les slogans, il doit y avoir des actes, et des actes forts. Je regrette que le plan de travail adopté par l'Union européenne à horizon 2023 ne se borne qu'à « mieux recenser » les personnes sans-abri. Pour le gouvernement français comme la Commission européenne, le mal-logement, quand ce n'est l'absence de logement, est inévitable. Pour l'Union européenne, fixer un objectif n'implique pas une volonté de l'atteindre. Avec nos alliés au Parlement européen, nous rompons avec ce climat d'indécision et d'impuissance.

Nous agissons notamment pour réduire drastiquement l'immigration en France qui maintient une pression importante sur le logement. Comment résoudre le manque de logements disponibles quand nous faisons entrer chaque année plus de 450 000 étrangers dans notre pays ? L'Insee nous rappelle d'autant plus qu'un tiers des immigrés vit dans un logement social, soit deux fois plus que les Français nés sur notre sol (14 %).

Remettre les Français au cœur de l'action publique, c'est possible. Pour ce faire, vivement le 9 juin !



Candidat :

François Asselineau

Parti :

**Union populaire
républicaine (UPR)**

Quelles mesures proposez-vous pour lutter contre la précarité en Europe ?

À cause de la libre circulation des capitaux imposée par les traités européens, l'État ne peut plus taxer les grandes fortunes ni les grandes entreprises qui fuient à l'étranger. Comme pendant la période qui a précédé la Révolution française, les plus riches qui s'enrichissent toujours plus ne payent pas ou plus d'impôts. Les milliardaires, qui sont les grands bénéficiaires de la « construction européenne », achètent les médias pour manipuler le vote des Français et pour que ce système de domination perdure. Or, c'est ce système qui génère appauvrissement, précarité, exclusion, chômage et désespoir pour la population. La situation est encore aggravée par l'euro qui est une monnaie trop chère pour la compétitivité de notre économie et l'abaissement de toutes les barrières tarifaires et non tarifaires qui protégeaient nos productions vis-à-vis de concurrences déloyales venues de l'extérieur.

Aujourd'hui, l'État, lourdement endetté, soumis à des intérêts étrangers ou particuliers et à des mafias qui l'ont mis en coupe réglée a perdu toute marge de manœuvre et même la volonté de relancer la production de richesses en France, l'emploi et la construction de logements très sociaux.

Il faut donc commencer, pour la France, par quitter l'Union européenne et l'euro sans quoi les Français vont continuer de s'appauvrir inéluctablement, quoi qu'en disent les politicards européistes.

Comment comptez-vous financer ces mesures ?

La sortie de l'Union européenne que je défends depuis 16 ans sera profitable à la France, puisque celle-ci est contributrice nette au budget européen de l'ordre de 15 milliards d'euros par an que nous

récupérerons. Il pourra exister un coût lié à la sortie de l'euro, mais cela dépend des dettes internes au sein de l'Eurosystème.

De plus, mon programme prévoit l'arrêt de tous les paiements faits à l'Ukraine par les Français pour financer une guerre qui n'est pas la nôtre. Nous arrêterons aussi les sanctions contre la Russie qui ont pour effet de renchérir considérablement le coût de l'énergie, et plus généralement de la vie, en France. Enfin, je prévois de réduire le « millefeuille administratif », notamment en supprimant l'échelon régional qui coûte une fortune aux Français pour un service rendu des plus limités, et de rétablir le contrôle des mouvements de capitaux qui réduira considérablement l'évasion et l'optimisation fiscales.

Les pays de l'UE visent un objectif de « zéro personne à la rue en 2030 ». Qu'en pensez-vous ?

Comme je l'indiquais, l'Union européenne est la responsable numéro 1 de l'explosion de la précarité et de la pauvreté. Elle ne va pas résoudre ces problèmes, mais les amplifier. Cet objectif fait penser à celui annoncé par Macron en 2017 de n'avoir plus personne à la rue. Sept ans plus tard, on estime que 330 000 personnes vivent dans la rue en France et que 4,15 millions sont mal logées, des chiffres en augmentation constante. Ces promesses cyniques ne font que créer plus de désespoir et de tristesse. Les Français doivent avoir le courage de regarder la réalité en face : leur pays est en train d'être détruit et c'est en retrouvant d'abord notre souveraineté que nous nous en sortirons collectivement et solidairement.



Candidat :

**François-Xavier
Bellamy**

Parti :

Les Républicains (LR)



Quelles mesures proposez-vous pour lutter contre la précarité en Europe ?

Cette préoccupation devrait nous obséder. Nous n'avons pas le droit d'abandonner des personnes et des familles dans des situations de précarité ; et malheureusement cette précarité ne cesse de s'aggraver en France et en Europe.

Ces situations appellent généralement des réponses d'urgence. En 2020, nous avons voté un texte important au Parlement pour alerter sur la gravité de la crise : ces dix dernières années, le nombre de personnes vivant à la rue a augmenté de 70 % en Europe. Il est indispensable de développer les infrastructures d'hébergement d'urgence, d'augmenter le nombre de places disponibles, de garantir une vraie sécurité à ceux qui y sont accueillis, ce qui malheureusement n'est bien souvent pas le cas aujourd'hui. Nous devons aussi préserver les banques alimentaires, qui sont en difficulté face à l'augmentation de la demande et à la baisse des financements ; l'inflation actuelle des prix des produits alimentaires a été un coup terrible pour beaucoup de foyers, et elle rend plus difficile et plus nécessaire que jamais le travail des associations qui s'engagent pour que personne ne subisse la faim dans nos pays.

Mais au-delà des mesures d'urgence, il faut surtout investir dans la prévention de la grande pauvreté. Cela commence par l'école, et par l'accompagnement de tous vers l'emploi ; je l'ai vécu comme responsable d'une association d'insertion pour les jeunes. 150 000 jeunes en France quittent chaque année l'école sans diplôme et sans travail : nous les abandonnons à la précarité et à l'exclusion. Il faut agir en amont, et découpler l'accompagnement et la formation dans les métiers en tension, plutôt que d'en appeler à la venue de travailleurs étrangers.

Ensuite, l'accès au logement. Cela passe par la révision de réglementations contre-productives, et par la réorientation de certaines politiques économiques qui font exploser le coût de l'immobilier et de l'énergie. Enfin, soutenir les associations, qui prennent souvent le relais de l'État – je pense aux Restos du Cœur et à des organismes comme Lazare, Entourage...

Comment comptez-vous financer ces mesures ?

Le Fonds européen d'aide aux plus démunis, hérité du programme mis sur pied avec Coluche en 1987, est désormais fondu dans le Fonds social européen. Le seuil minimum de financements réservés à la lutte contre la précarité dans ce fonds a été réduit depuis quelques années : avec Les Républicains, nous nous étions mobilisés pour empêcher cela, et nous nous battons pour le relever. L'Europe a le devoir de garantir qu'une partie de ses budgets publics seront réellement engagés pour les plus vulnérables.

Les pays de l'UE visent un objectif de « zéro personne à la rue en 2030 ». Qu'en pensez-vous ?

Ce plan est une étape importante, mais l'essentiel est maintenant de mettre en œuvre concrètement les mesures qu'il contient. L'une d'entre elles, trop oubliée, est un travail de recension qui reste encore à mener pour savoir combien de personnes exactement vivent dans une grande précarité, et quelles causes les y ont conduites ; on ne pourra mieux prévenir que par une meilleure compréhension. Tout commence par l'attention retrouvée aux plus démunis.



Candidat :

Hélène Thouy

Parti :

Parti animaliste

Quelles mesures proposez-vous pour lutter contre la précarité en Europe ?

Au Parti animaliste, nous défendons l'idée que la précarité humaine et la précarité animale forment un tout. Une société qui maltraite les animaux s'habitue à une indifférence qui s'étend ensuite aux humains précarisés. Nous publierons bientôt un des quatre piliers de notre programme : « un panier durable ». Voici déjà trois mesures que nous portons : réduire le coût de l'alimentation végétale en modulant le taux de TVA, afin de favoriser la sécurité alimentaire des humains ; créer une obligation d'admission des animaux de compagnie dans toutes les structures d'hébergement : il n'est pas acceptable que les sans-abri aient à choisir entre un logement et leur famille ; mettre fin aux élevages intensifs et industriels, qui ne produisent pas de nourriture mais en détruisent (il faut sept kilos de protéines végétales pour produire un kilo de protéines animales), rendant l'alimentation mécaniquement moins accessible, et ainsi faire cesser une des précarités animales les plus glaçantes qui soient.

Comment comptez-vous financer ces mesures ?

Ces mesures s'autofinancent : l'élevage, surtout intensif et industriel, est très subventionné aujourd'hui. 85 % des aides couplées de la Pac sont ainsi dirigées, en France, vers l'élevage, pour 15 % vers le végétal. Réorienter les aides permettra de financer une alimentation végétale à meilleur marché, des structures d'accueil plus adaptées, et d'accompagner les reconversions d'éleveurs intensifs et industriels qui, eux aussi, ont été mis dans une situation très précaire.

La finance ne fait pas tout. Je me permets d'ajouter ici que j'ai créé une association de maraudeurs, dont l'objet est de s'asseoir, de discuter avec les sans-abri, de réchauffer par la présence humaine. À l'échelle associative comme à l'échelle politique, le changement de regard peut faire beaucoup de différences.

Les pays de l'UE visent un objectif de « zéro personne à la rue en 2030 ». Qu'en pensez-vous ?

L'objectif est louable, mais nous nous méfions des discours qui parlent de visibilité de la précarité. Où seront placées toutes les personnes à la rue aujourd'hui d'ici à 2030 ? Ce n'est pas parce que l'on a rendu un problème invisible qu'on l'a résolu. C'est ce que la France a fait au XIX^e siècle avec les abattoirs : en éloignant la mise à mort des animaux des centres-villes, on ne l'a pas rendue plus acceptable, mais on a placé une distance suffisante pour ne plus y confronter notre sensibilité. Alors sont-ce les sans-abri que l'on épargne, ou l'œil gêné des riverains ? L'objectif ne doit donc pas dissimuler les conditions, et en premier lieu le respect des préférences. Pour être prêtes à sortir de leur condition de sans-abri, les personnes à la rue doivent d'abord être considérées comme des personnes.

(Propos de Simon Nordmann, n° 4 sur la liste du Parti animaliste)



Candidat :

Marie Toussaint

Parti :

Les Écologistes

Quelles mesures proposez-vous pour lutter contre la précarité en Europe ?

La lutte contre la pauvreté doit devenir la colonne vertébrale de l'Union européenne. L'Europe a été, à l'origine, un projet de paix et de prospérité. Aujourd'hui, 95 millions de personnes sont menacées de pauvreté en Europe, soit 22 % de la population. Nous devons assurer un plancher social en Europe. La réorientation environnementale de l'Europe nécessite de garantir l'accès aux ressources fondamentales pour tous et toutes. Pour cela, nous pouvons mettre en place un droit au logement, en apportant des financements européens pour répondre au besoin de construction. Tout le monde a connu une augmentation des prix de l'énergie qui empêche certains ménages de se chauffer correctement. Nous pouvons mettre en place un droit à l'énergie avec une tarification progressive et sociale pour lutter contre la précarité énergétique. Enfin, la santé est aussi un droit fondamental. Nous devons réinvestir dans notre système de santé qui nous protège. Je propose également un droit de veto social. Chaque législation européenne sera analysée en fonction de son impact sur les 10 % des personnes les plus pauvres en Europe. Si la législation aggrave la situation de ces personnes, elle pourra être censurée.

Comment comptez-vous financer ces mesures ?

L'argent existe. C'est un choix politique de savoir comment on l'utilise. Pour moi, rien ne doit entraver la lutte contre la pauvreté. Une des sources pour mobiliser l'argent, si on en a la volonté, c'est de revoir le pacte de stabilité et de croissance. Ces règles absurdes qui limitent notre déficit et notre endettement et nous empêchent d'investir. Nous nous sommes battus au Parlement européen cet automne pour les revoir. Déverrouiller l'économie et sortir de ces règles nous permettrait de réaliser les investissements nécessaires pour répondre aux besoins essentiels des êtres humains.

Aujourd'hui, le budget européen représente 1 % du PIB européen, ce n'est pas suffisant pour mener une politique sociale et environnementale ambitieuse. Il y a plusieurs sources de financement possible. L'un des leviers est la mise en place d'un ISF climatique. La juste répartition de l'effort pour la transition écologique est gage de justice. Les 0,5 % les plus riches de chaque État européen détiennent 20 % de la richesse européenne. Nous pouvons instaurer, au niveau européen, un impôt de solidarité sur la fortune

pour taxer le patrimoine de ces 0,5 % les plus riches. Selon notre étude, cet ISF permet de collecter plus de 200 milliards d'euros par an. Ça représente le même montant que le budget actuel de l'Union européenne. Avec ça, il y a de quoi lutter contre la pauvreté, assurer la redistribution et faire les investissements pour que nous soyons moins vulnérables face aux conséquences du changement climatique.

Les pays de l'UE visent un objectif de « zéro personne à la rue en 2030 ». Qu'en pensez-vous ?

La déclaration de 2021 a été suivie de l'instauration d'une plateforme de lutte contre le sans-abrisme permettant des échanges de pratiques, des discussions. C'est important, mais ce n'est pas suffisant. Nous faisons face à une crise de la construction de logements, à un manque de logements sociaux ou à loyer modéré. L'Union européenne peut participer à cet effort pour que l'offre de logements puisse répondre aux besoins. Les fonds de cohésion sont peu utilisés pour le logement, or la lutte contre la pauvreté passe aussi par la prévention du mal-logement et l'accompagnement des personnes sans-abri. La Finlande a mis en place une politique proche du « logement d'abord » qui montre des résultats intéressants. Les projets à une échelle locale, construits avec les personnes concernées, peuvent apporter des réponses concrètes. L'Union pourrait participer au financement.



Candidat :

Raphaël Glucksmann

Parti :

Parti socialiste

Quelles mesures proposez-vous pour lutter contre la précarité en Europe ?

Deux axes principaux structurent la lutte contre la précarité et pour la justice sociale : le renforcement du marché de l'emploi et l'augmentation des salaires, ainsi que le soutien direct aux personnes les plus vulnérables. Je propose d'instaurer une garantie d'accès à l'emploi en élargissant l'initiative « territoire zéro chômeur de longue durée ». En France, cette expérience novatrice a déjà permis à plusieurs milliers de personnes de retrouver un emploi stable. Une autre mesure vise à améliorer l'insertion professionnelle en offrant une allocation aux jeunes, via un renforcement du contrat d'engagement jeune.

Je propose aussi la mise en place d'un cadre européen visant à promouvoir une convergence des salaires et des Smic vers le haut, ainsi qu'une action plus forte de l'UE pour éliminer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes. Par ailleurs, je plaide pour une augmentation des fonds européens dédiés à la lutte contre les inégalités, tels que le Fonds social Climat et le Fonds social européen.

Je milite également en faveur de l'établissement d'un plan européen de lutte contre la pauvreté, en mettant l'accent sur les enfants, et je demande un budget de 20 milliards d'euros pour la garantie européenne pour l'enfance, avec des objectifs ambitieux de réduction de la pauvreté infantile.

Enfin, il est urgent d'harmoniser les droits sociaux à un niveau élevé au sein de l'UE. Cela passe par l'amélioration du socle européen des droits sociaux et l'établissement de seuils minimaux de prestations sociales pour tous les risques couverts par les systèmes de sécurité sociale.

Comment comptez-vous financer ces mesures ?

Si l'on veut une Europe plus sociale, il faut dégager des ressources propres. Outre l'augmentation des fonds existants, il est nécessaire de mobiliser des financements via l'impôt, tout en évitant que cela ne pèse davantage sur les classes moyennes déjà fortement sollicitées. Ainsi, nous sommes à Place publique à l'initiative d'une grande campagne sur tout le continent pour obtenir un impôt européen sur les grandes fortunes. La taxe européenne sur les super-profits est un premier pas. Tout comme l'accord sur l'imposition minimale des multinationales. Cet accord, que nous avons porté lors du précédent mandat, permet de faire en sorte que ces multinationales payent un taux minimum d'imposition de 15 %, quel que soit le pays où elles opèrent. Ces dernières n'auront plus d'intérêt à s'installer dans des paradis fiscaux, le taux d'imposition minimal étant désormais le même partout. La première chose à faire sera de surveiller que ces accords sont bien appliqués ! À cela s'ajouteront les revenus directs des différentes taxes sur les importations que nous devons déployer : la religion du libre-échange généralisé a privé l'Europe de moyens d'action plus nécessaires que jamais, nous allons les lui rendre.

Les pays de l'UE visent un objectif de « zéro personne à la rue en 2030 ». Qu'en pensez-vous ?

C'est un objectif fondamental et je le soutiens pleinement ! Avec notre groupe Socialistes et démocrates (SD) au Parlement européen, nous avons émis des réserves concernant le Sommet social de Porto en mai 2021. Nous avons estimé que les objectifs fixés à l'horizon 2030 comme la réduction d'au moins 15 millions de personnes en risque d'exclusion sociale ou de pauvreté, dont 5 millions d'enfants, ne vont pas assez loin. Nous plaçons, nous, pour que tout soit mis en œuvre pour atteindre les objectifs de la déclaration de Lisbonne signée en 2021 qui a marqué le lancement de la plateforme européenne de lutte contre le sans-abrisme. Je combattrai pour le renforcement tant budgétaire que fonctionnel de cette plateforme. Je soutiens également l'élargissement de la définition du logement social afin de permettre des investissements publics accrus dans la construction de logements abordables et écologiques.

